



KPMG S.A.
Bureau de Marseille
480 avenue du Prado
BP 303
13269 MARSEILLE CEDEX 08
France

Téléphone : +33 (0)4 96 20 53 60
Télécopie : +33 (0)4 96 20 53 55
Site internet : www.kpmg.fr

**Association de la Maison de l'Emploi du
Pays de Martigues – Côte Bleue**
**Rapport du commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2010
Association de la Maison de l'Emploi
du Pays de Martigues - Côte Bleue
Espace Max Paysse - Quai Toulmond
13500 Martigues
Ce rapport contient 14 pages

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Bureau de Marseille
480 avenue du Prado
BP 303
13269 MARSEILLE CEDEX 08
France

Téléphone : +33 (0)4 96 20 53 60
Télécopie : +33 (0)4 96 20 53 55
Site internet : www.kpmg.fr

Association de la Maison de l'Emploi du Pays de Martigues – Côte Bleue

Siège social : Espace Max Paysse – Quai Toulmond – 13500 Martigues

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association de la Maison de l'Emploi du Pays de Martigues – Côte Bleue, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus nous attirons votre attention sur le paragraphe « Continuité d'exploitation et événements postérieurs à la clôture » de l'annexe qui expose les faits suivants :

Dans le cadre de ses deux activités, l'association se trouve confrontée à une situation de trésorerie délicate car elle doit faire face à des décalages importants dans le temps entre l'engagement des dépenses et l'encaissement des subventions.

En effet, dans le cadre de l'activité Maison de l'Emploi, l'association est en attente du solde de la convention pluriannuelle d'objectif avec l'Etat des exercices 2008 à 2010.

Et, dans le cadre de l'activité PLIE, l'association est en attente du solde de la convention triennale FSE finançant les dépenses des années 2008 à 2010.

Pour pallier à ce découvert, l'association a recours de façon récurrente à des cessions de créances dans le cadre de la loi Dailly. Compte tenu de cette situation, la pérennité de l'activité de l'association apparaît dépendre de la volonté de soutien de sa banque.

Par contre, l'association a reçu l'assurance d'un nouveau conventionnement pluriannuel par ses financeurs et les conventions sont en cours de signature.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations auxquelles nous avons procédé :

Continuité d'exploitation

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par association, nous avons vérifié que l'annexe donne une information appropriée sur la situation de l'association au regard de l'incertitude, mentionnée ci-dessus, pesant sur la continuité de l'exploitation.

Contrôle interne

Compte tenu des spécificités de votre association et en l'état du dispositif existant de contrôle interne, nous avons mis en œuvre les contrôles substantifs que nous avons estimés adaptés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Marseille, le 10 juin 2011

KPMG S.A.



Joëlle Bouchard
Actionnaire



Robert Acquaviva
Associé

Bilan au 31 décembre 2010



(tout le monde s'y retrouve)

LIBELLE	ACTIF			PASSIF			
	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENT PROVISION	VALEUR NETTE AU 31/12/2010	EXERCICE AU 31/12/2009	LIBELLE	VALEUR NETTE AU 31/12/2010	EXERCICE AU 31/12/2009
ACTIF IMMOBILISE					FONDS ASSOCIATIFS		
Immobilisations incorporelles	6 362,99	6 363,01	-0,02		FONDS PROPRES		
Immobilisations corporelles	27 503,06	26 902,29	600,77	2 092,34	Réserves	-120 432,12	-21 155,98
Immobilisations financières					Report à nouveau	104 251,38	-99 276,14
TOTAL 1	33 866,05	33 265,30	600,75	2 092,34	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
TOTAL 2					Provisions réglementées		
ACTIF CIRCULANT					Subventions investissement non renouvelables		
Stock de marchandises					TOTAL 1	-16 180,74	-120 432,12
Fournisseurs avances et acomptes					TOTAL 2		
Clients et comptes rattachés					PROVISIONS RISQUES ET CHARGES		
Créances fiscales et sociales					Provisions pour risques	16 711,66	16 711,66
Autres créances	585 682,93		585 682,93	432 993,80			
Produits à recevoir	1 352,00		1 352,00	57 939,32			
Disponibilité	28 079,04		28 079,04	57 939,32			
TOTAL 2	615 113,97		615 113,97	490 933,12	FONDS DEDIES		
COMPTES A REGULARISER					- sur subvention fonctionnement	16 711,66	16 711,66
Charges constatées d'avance	3 793,13		3 793,13	2 309,41	- sur autres ressources		84 060,45
Charges à évaluer					TOTAL 3		84 060,45
TOTAL 3	3 793,13		3 793,13	2 309,41	DETTES FINANCIERES		
					Emprunts et dettes des ébs de crédit	118 004,91	52 894,19
					Autres dettes financières	520,00	800,00
					Dépôts de garantie reçus		
					TOTAL 4	118 524,91	53 694,19
					DETTES D'EXPLOITATION		
					Avances et acomptes reçus	365 219,63	326 538,99
					Dettes fournisseurs et comptes rattachés	114 295,60	117 303,31
					Dettes fiscales et sociales		
					Autres dettes	20 936,79	17 458,39
					TOTAL 6	500 452,02	461 300,69
					COMPTES DE REGULARISATION		
					Produits constatés d'avance		
TOTAL ACTIF	652 773,15	33 265,30	619 507,85	495 334,87	TOTAL PASSIF	619 507,85	495 334,87

Compte de Résultat
au 31 décembre 2010

CONSOLIDE

Libellé	DU 01/01/2010 AU 31/12/2010		DU 01/01/2009 AU 31/12/2009	
	Par poste	Par nature	Par poste	Par nature
PRODUITS D'EXPLOITATION		756 325,58		870 095,23
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens et services)	8 079,00		2 197,00	
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	694 853,70		858 000,00	
Reprises sur amortissements et provisions	53 392,88		9 898,23	
Transfert de charges				
Autres produits				
CHARGES D'EXPLOITATION		730 203,51		964 729,85
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)	11 817,89		6 972,98	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	156 161,38		270 242,93	
Impôts, taxes et versements assimilés	35 859,80		37 013,00	
Salaires et traitements	350 932,80		380 060,37	
Charges sociales	153 440,14		160 139,73	
Dotations aux amortissements sur immobilisations	1 491,57		1 451,17	
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges			48 045,29	
Autres charges	20 499,93		60 804,38	
RESULTAT D'EXPLOITATION		26 122,07		-94 634,62
PRODUITS FINANCIERS				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charge				
Différences positives sur change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES		5 905,04		14 888,22
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées	5 905,04		14 888,22	
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER		-5 905,04		-14 888,22
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		20 217,03		-109 522,84
PRODUITS EXCEPTIONNELS		85 273,45		12 512,10
Produits exceptionnels sur opération de gestion	1 213,00		5 902,00	
Produits exceptionnels sur opération en capital				
Quote-part subvention viré au résultat				
Reprises sur provisions et transferts de charge	84 060,45		6 610,10	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		1 239,10		2 265,40
Charges de gestion courante	1 239,10		2 265,40	
Charges exceptionnelles sur opération en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
RESULTAT EXCEPTIONNEL		84 034,35		10 246,70
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices				
TOTAL DES PRODUITS		841 599,03		882 607,33
TOTAL DES CHARGES		737 347,65		981 883,47
RESULTAT NET COMPTABLE		104 251,38		-99 276,14
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS				
Mise à disposition locaux et personnels	1 325 955,96		1 123 037,32	
Total	1 325 955,96		1 123 037,32	
CHARGES				
Mise à disposition locaux et personnels	1 325 955,96		1 123 037,32	
Total	1 325 955,96		1 123 037,32	

Elément numéro	ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT DU 01/01/2010 AU 31/12/2010	INFORMATIONS	
		PRODUITES note numéro	NON PRODUITES N/S ou N/A
1	A REGLES ET METHODES COMPTABLES		
	Continuité d'exploitation et évènements postérieurs à la clôture	A1	
	Méthode d'évaluation	A2	
	Calcul des amortissements et des provisions	A3	
	Changements de méthode		NA
	Déroptions		NA
	Informations complémentaires pour donner l'image fidèle	A4	
	B COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT		
2	Etat de l'actif immobilisé	B1	
3	Etat des amortissements	B2	
4	Etat des provisions	B3	
5	Etat des échéances des créances et des dettes	B4	
6	Informations et commentaires sur :		
	01 - Eléments relevant de plusieurs postes du bilan		NA
	02 - Réévaluation		NA
	03 - Frais d'établissement		NA
	04 - Frais de recherche appliquée et de développement		NA
	05 - Fonds commercial		NA
	06 - Intérêts immobilisés		NA
	07 - Intérêts sur éléments de l'actif circulant		NS
	08 - Différences d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant		NA
	09 - Avances aux dirigeants		NA
	10 - Produits à recevoir	B5	
	11 - Charges à payer	B6	
	12 - Charges et produits constatés d'avance	B7	
	13 - Charges à répartir sur plusieurs exercice		NA
	14 - Composition du capital social		NA
	15 - Parts bénéficiaires		NA
	C ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS		
7	Crédit bail		NA
8	Engagements financiers		NA
9	Dettes garanties par des suretés réelles		NA
10	Identité des société-mères consolidant les comptes de la société		NA
11	Liste des filiales et participations		NA
12	Droits Individuels à la Formation	C12	
13	Engagements pris en matière de retraite	C13	
	D AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS		
14	Rémunérations des trois plus haut cadres dirigeants	D14	

Faits significatifs :

L'exercice 2010 constate la fin de nos deux conventions cadre pour chacune de nos activités, à savoir :

- Convention pluriannuelle d'objectif avec l'Etat finançant l'activité MDE et son avenant n° 1 prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2010. La convention initiale se terminait au 30 juin 2010 avec une enveloppe financière prévu du 1^{er} janvier au 30 juin 2010 à 307 000 €. L'avenant n° 1 a prolongé la convention et a fixé la subvention de l'Etat pour l'année 2010 à un montant de 460 500 €.
- Convention FSE triennale du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2010 pour l'activité PLIE (484 558 €).

A . REGLES ET METHODES COMPTABLES

Elles répondent aux principes généraux de nouveaux états comptables:

- principe de continuité d'exploitation
- principe d'indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

L'Association a arrêté ses comptes en respectant le règlement n° 99-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement n° 99-01.

A1 Continuité d'exploitation et évènements postérieurs à la clôture

Notre association a encore connu des difficultés financières compte tenu de l'absence d'encaissement :

- des soldes des subventions 2008 et 2009 de la convention pluriannuelle d'objectif de l'Etat soit 228 000 € sur l'activité MDE.
- Et du solde de la convention triennale du FSE soit 356 288 € sur l'activité PLIE pour les années 2008 à 2010.

Ces sommes ont fait l'objet d'un engagement de la part de notre association et leur couverture financière par le versement des soldes n'est toujours pas intervenue d'où nos difficultés de trésorerie.

Toutefois, nous avons reçu l'assurance de la continuité de nos deux activités car elles ont été de nouveau conventionnées par nos financeurs et les conventions pluriannuelles sont en cours de signature :

- Activité MDE : Nous avons reçu la convention pluriannuelle d'objectifs 2011 -2014 de l'Etat que nous avons signée et nous sommes en attente de sa co-signature par la DIRECCTE. Dans le cadre de cette C.P.O., nous avons obtenu, en mars 2011, une subvention au titre de l'exercice 2011 d'un montant de 344 517 €. Ce montant est en réduction par rapport à notre financement antérieur et nécessite une réaffectation de nos moyens.
- Activité PLIE : Dans le cadre du renouvellement de la convention triennale FSE de 2011 à 2013, une subvention annuelle de 148 957 € dont 18 165 € de part variable, nous a été accordée en date du 21 janvier 2011. De plus, nous avons reçu la convention FSE pour les exercices 2011 et 2012 que nous avons signée et nous sommes en attente de sa co-signature par la DIRECCTE. Cette convention prévoit un financement de 272 000 € pour les deux exercices. Un avenant est prévu, après la Commission Régionale de Programmation du 15 juin 2011, fixant la part variable du financement.
- La C.A.P.M. nous a également attribué une subvention au titre de l'exercice 2011 de 376 231 € dont 133 600 € au titre du fonctionnement et 242 631 € au titre du personnel de la C.A.P.M. mis à disposition de notre association, montant que nous serons amenés à rembourser.

Compte tenu de décalage entre l'engagement des dépenses et l'encaissement de la plus grande partie de nos financements, nous devons recourir à un financement de notre découvert.

A2- Méthode d'évaluation

La méthode retenue est celle des coûts historiques d'acquisition ou de production .

A3- Calcul des Amortissements et Provisions

A3.1. Les Amortissements

Tous les biens sont amortis selon le principe de l'amortissement linéaire.
Leur durée est de 3 ans.

A3.2. Les Provisions

- Pour les congés payés :
elles sont conformes à la réglementation (droit au titre des périodes de références) ;
- pour les provisions risque et charges :
elles relèvent d'une étude cas par cas et correspondent à un risque de reversement de subvention perçue.

A3.3. Les Fonds dédiés

Ils correspondent à la part de subvention de fonctionnement n'ayant pu être utilisée en totalité sur les périodes prévues dans les conventions d'attribution. Sur les exercices suivants, ces fonds sont repris à hauteur des dépenses réalisées dans l'objet des conventions d'attribution :

Activité Maison de l'emploi :

Ces fonds concernent la convention pluriannuelle d'objectif de l'Etat d'une durée de 4,5 ans :

- l'exercice 2006 pour : 73 K€
- l'exercice 2007 pour 29 K€
- l'exercice 2008 : dépenses réalisées supérieures à l'enveloppe annuelle attribuée de - 12 590,57 €
- l'exercice 2009 : dépenses réalisées supérieures à l'enveloppe annuelle attribuée de - 6 610,10 €
- l'exercice 2010 : reprise en totalité des fonds dédiés de 84 060,45 €.

A4- Information pour donner l'image fidèle

L'effectif de l'Association, à la clôture de l'exercice, est de 14 salariés.
Aucun dirigeant de la société ne perçoit une rémunération à quel titre que se soit.

B - COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

B1 - ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

NATURE	Au 01/01/2010	Augmentation	Diminution	Au 31/12/2010
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0.00	0.00	0.00	0.00
Logiciels informatiques	6 362.99	0.00	0.00	6 362.99
Immobilisations corporelles				
Matériel et mobilier divers	0.00	0.00	0.00	0.00
Matériel informatique	27 503.06	0.00	0.00	27 503.06
Immobilisations financières				
Prêts	0.00	0.00	0.00	0.00
Titre de participation	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL	33 866.05	0.00	0.00	33 866.05

B2 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

NATURE	Au 01/01/2010	Dotation	Reprise	Au 31/12/2010
Immobilisations incorporelles	6 363.01	0.00	0.00	6 363.01
Immobilisations corporelles	25 410.72	1 491.57	0.00	26 902.29
TOTAL	31 773.73	1 491.57	0.00	33 265.30

B3 - ETAT DES PROVISIONS

NATURE	Au 01/01/2010	Dotation	Reprise	Reclassement poste à poste	Au 31/12/2010
Pour risques et charges	16 711.66	0.00	0.00	0.00	16 711.66
Fonds dédiés	84 060.45	0.00	84 060.45	0.00	0.00
Pour créances douteuses	48 045.29	0.00	48 045.29	0.00	0.00
Pour débiteur divers	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL	148 817.40	0.00	132 105.74		16 711.66

B4 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Nature	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
ETAT DES CREANCES			
Sur fournisseurs avances	0.00	0.00	0.00
Sur clients	0.00	0.00	0.00
Etat - charges sociales	0.00	0.00	0.00
Personnel	0.00	0.00	0.00
Débiteurs divers	0.00	0.00	0.00
Subventions collectivités	585 682.93	585 682.93	0.00
Autres débiteurs	0.00	0.00	0.00
Charges constatées d'avance	3 793.13	3 793.13	0.00
TOTAL 1	589 476.06	589 476.06	0.00
ETAT DES DETTES			
Découvert bancaire	118 004.91	118 004.91	0.00
Dépôts et cautions reçus	0.00	0.00	0.00
Avances et acomptes reçus	0.00	0.00	0.00
Fournisseurs et comptes rattachés			
sur immobilisations	0.00	0.00	0.00
sur effets à payer	0.00	0.00	0.00
sur biens et services	361 302.86	361 302.86	0.00
sur factures non parvenues	3 916.77	3 916.77	0.00
Personnel rémunération due	0.00	0.00	0.00
Personnel congés payés	43 991.32	43 991.32	0.00
Personnel autres charges à payer	0.00	0.00	0.00
Sécurité sociale et autres	37 668.00	37 668.00	0.00
Sur congés payés	22 950.28	22 950.28	0.00
Sur autres charges à payer	9 686.00	9 686.00	0.00
Etat - T.V.A.	0.00	0.00	0.00
Etat - impôts société	0.00	0.00	0.00
Etat - autres impôts	0.00	0.00	0.00
Dettes d'exploitation			
associés			
autres dettes	20 936.79	20 936.79	0.00
Produits constatés d'avance	0.00	0.00	0.00
TOTAL 2	618 456.93	618 456.93	0.00

B5 - Produits à recevoir : 1 352,00 €uros

Ils sont d'exploitation.

B6 - Charges à payer : 88 677,17 €uros

- Factures non parvenues : 3 916,77 €
- Dettes sociales et fiscales : 76 627,60 €
- Divers : 8 132,80 €

B7 - Charges et Produits constatés d'avance

B7.1. Charges constatées d'avance : 3 793,13 €uros

Elles sont d'exploitation et correspondent à des charges payées avant le terme de l'exercice, pour des activités à réaliser sur l'exercice comptable 2011.

B7.2. Produits constatés d'avance

Néant.

C - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

C12 - Droits Individuels à la Formation :

Le cumul des droits acquis par les salariés au 31 décembre 2010 correspond à un volume de 1 114 Heures « formation ».

C13 - Engagements pris en matière de retraite :

Engagements Retraite	Provisionné	Non Provisionné	Total
I.D.R.		4 249	4 249

Les hypothèses retenues :

- Départ à la retraite à l'initiative du salarié,
- Le taux d'actualisation est de 5,10 %,
- Le turn over est faible,
- L'âge de départ à la retraite est de 65 ans,
- Le taux de charges sociales est de 43 %.

D - AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

D14 - Rémunérations des trois plus haut cadres dirigeants :

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-56 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, aucune rémunération et avantages en nature n'ont été versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.